

Berne, le 13 janvier 1982

13. Januar 1982

Note au Conseil fédéral

Situation en Pologne

Polen: Wirtschaftliche und finanzielle AspekteDépartement des affaires étrangères. Note du 12 janvier 1982
(annexe)Volkswirtschaftsdepartement. Aussprachepapier vom 12. Januar
1982 (Beilage)

Antragsgemäss hat der Bundesrat

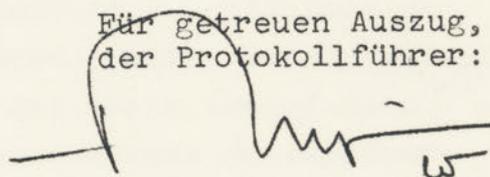
b e s c h l o s s e n :

Von den Notizen des Departements für auswärtige Angelegenheiten
und des Volkswirtschaftsdepartements wird Kenntnis genommen.

Protokollauszug an:

- EDA 7 (Departementsvorsteher 1, GS 6) zum Vollzug
- EVD 6 (" " 1, GS 5) " "
- BK 4 (Br, FC, AC, Reg) zur Kenntnis

Pierre Aubert

Für getreuen Auszug,
der Protokollführer:Ann. ment.

LE CHEF

DU DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Berne, le 12 janvier 1982

Note au Conseil fédéral

Concerne : discussion du Conseil fédéral le 13.1.1982
Situation en Pologne

Vous trouverez en annexe une analyse de la situation politique
en Pologne.



Pierre Aubert

Ann. ment.

- 2 - Berne, le 12 janvier 1982

REPERCUSSIONS INTERNATIONALES

SITUATION EN POLOGNE

La situation en Pologne peut être actuellement caractérisée de la façon suivante :

1. La structure politique du pays, comme celle des autres Etats communistes, n'admet pas que les principes du système soient mis en cause. Aussi les dirigeants communistes ne sont-ils pas en mesure de réagir aux voeux de réformes autrement que par la force brutale.

2. Les mesures de répression ont pratiquement mis le syndicat "Solidarité" hors d'état de fonctionner en tant qu'organisation. Le syndicat ne s'était pas doté d'une structure clandestine, de sorte qu'il n'est maintenant pas en mesure d'organiser la résistance sous l'état d'exception.

Cependant, "Solidarité" a compté 10 millions de membres sur 36 millions de Polonais, contre 2,2 millions de membres du Parti ouvrier unifié polonais (POUP). Dès lors, ce tiers de la population polonaise, qui avait trouvé dans "Solidarité" son expression politique, continue de représenter une force que le gouvernement ne saurait ignorer, même si les structures du syndicat sont détruites.

3. L'ultime ressource de la population est de recourir à la résistance passive, ce qui ne manquera pas d'aggraver encore la situation de l'économie polonaise.

Les répercussions de la crise polonaise se sont également fait sentir à propos des perspectives de la réunion de Madrid de la CSCE, dont la reprise a été fixée au 9 février 1982.

REPERCUSSIONS INTERNATIONALES

Si on met à part quelques incohérences de la France, qui ont commencé par des déclarations lénifiantes de M. Cheysson, pour se poursuivre par des propos fermes de M. Mitterrand, mais aboutir finalement à une position légèrement en retrait des autres membres de la Communauté à la réunion des Ministres des affaires étrangères de Bruxelles, les réactions des Etats occidentaux se rangeaient entre deux pôles, qui sont assez bien présentés, d'une part, par l'attitude de fermeté des Etats-Unis, qui a abouti aux sanctions que l'on sait, d'autre part, par la position assez accommodante de l'Allemagne. Dans cette affaire, la République fédérale a pratiquement choisi l'interprétation des faits qui correspondait à ses intérêts tels qu'elle les comprend, c'est-à-dire au maintien à tout prix de la détente pour sauvegarder les rapports inter-allemands et les avantages acquis sur le plan des contacts humains. Dès les premiers jours de la crise, les porte-parole de Bonn ont prêté au coup du Général Jaruzelski une orientation patriotique de sauvetage national, avec peut-être même une pointe anti-soviétique. Le Chancelier Schmidt a plus tard lui-même affirmé que le Général Jaruzelski avait surtout agi en Polonais pour éviter une intervention. Depuis lors, l'Allemagne a mis ces propos en sourdine pour permettre un rapprochement des points de vue. On peut conclure sur ce point qu'après avoir abordé l'affaire polonaise avec des divergences qui étaient plus que des nuances, les Etats occidentaux en sont finalement arrivés à un dénominateur commun, dont l'essentiel est de relever les responsabilités de l'Union soviétique.

Les répercussions de la crise polonaise se sont également fait sentir à propos des perspectives de la réunion de Madrid de la CSCE, dont la reprise a été fixée au 9 février 1982.

- 3 -

Le 29 décembre dernier, le DFAE a été saisi d'une proposition des Etats-Unis pour une reprise anticipée de la conférence (à mi-janvier déjà), en une réunion spécialement consacrée à l'examen de la situation en Pologne. Nous avons répondu aux Américains que nous accueillions favorablement cette idée et que nous participerions à une telle réunion si elle devait avoir lieu, tout en relevant qu'un consensus sur ce point des 35 Etats participants nous paraissait hautement improbable. En outre, même si cette session extraordinaire ne devait pas avoir lieu, la reprise du 9 février donnerait inévitablement lieu à une discussion sur la Pologne, au cas où la situation y serait semblable à ce qu'elle est aujourd'hui, ou pire encore.

Le 4 janvier, les Ministres des affaires étrangères des Dix, réunis en session informelle à Bruxelles, se sont mis d'accord (non sans quelques réticences de la part de la France et de la Grèce) sur une proposition identique à celle de Washington, avec la seule différence que la réunion anticipée en question devrait se tenir au niveau des Ministres des affaires étrangères. L'Ambassadeur du pays exerçant actuellement la présidence, la Belgique, nous en a informés. Nous lui avons répondu de la même manière qu'au représentant des Etats-Unis.

Le 11 janvier, l'Ambassadeur d'URSS nous a fait connaître la réaction de son gouvernement à la proposition précitée : les problèmes internes de la Pologne n'ont pas à être discutés à la CSCE et la proposition qui y tend aurait pour effet de torpiller la réunion de Madrid. Tout en répondant à l'ambassadeur dans le même sens qu'à nos interlocuteurs occidentaux, nous avons insisté sur le fait que la crise polonaise présente une dimension internationale justifiant pleinement que le sujet soit abordé à Madrid.

Bien que les 15 de l'OTAN, dans leur réunion du 11 janvier, aient répété la proposition des Dix, il est d'ores et déjà clair que cette réunion anticipée de Madrid n'aura pas lieu : l'URSS et ses alliés s'y opposent et, en outre, plusieurs Neutres et Non-alignés ont - à la différence de la Suisse - émis d'emblée de fortes réserves.

APPRECIATION POLITIQUE

En Pologne, le coup du 13 décembre a marqué la reprise en main de la situation par le régime avec les moyens du bord. L'événement n'a pas été en lui-même une surprise car bien des commentaires, notamment d'officiels des pays communistes d'Europe de l'Est, nous l'avaient laissé attendre au cours des semaines précédentes, mais le fait a surpris en revanche par la rudesse de la répression, par l'ampleur de l'atteinte portée à la liberté et aux droits reconquis par le peuple polonais depuis quinze mois.

La vigueur des réactions à l'Occident a été une autre surprise pour certains observateurs peut-être, pour les dirigeants communistes eux-mêmes sans aucun doute. A l'épreuve des faits, on a pu constater alors l'inanité de la formule trop souvent employée par certains au cours des mois précédents : laisser les Polonais régler leurs affaires eux-mêmes. En quoi, en effet, la répression des aspirations d'un peuple par l'appareil militaro-policier de son propre gouvernement est-elle préférable à l'intervention d'un pays "frère" ? L'opinion publique et les gouvernements l'ont bien senti et le Conseil fédéral l'a exprimé dans sa déclaration du 14 décembre en réunissant dans la même formule l'"intervention de pays tiers" et le "recours à la force" dans le pays même.

Bern, den 17. Januar 1982

Il y a lieu de rappeler à cet égard que, dès la crise de l'été 1980, les dirigeants et la presse des pays du bloc soviétique, y compris la Pologne elle-même, ont constamment rappelé que l'ordre politique et social régnant en Pologne était partie intégrante du "statu quo" international résultant de la deuxième guerre mondiale. On exprimait ainsi avec toute la clarté souhaitable que la volonté du peuple (qui, selon l'orthodoxie léniniste, n'est d'ailleurs pas un facteur de légitimité pour un gouvernement) le cédait en Pologne aux impératifs de la conjoncture internationale, c'est-à-dire aux intérêts de l'Union soviétique tels qu'assurés par sa victoire de 1945. Le caractère intrinsèquement international de l'affaire polonaise est ainsi établi ab initio et le caractère externe ou interne des moyens employés pour la répression est dès lors sans pertinence. Ce qui s'est passé le 13 décembre est moralement et politiquement équivalent à une intervention soviétique.

La conséquence pratique importante qui en découle est que le cas de "circonstances exceptionnelles" envisagé par l'accord de Paris du 27 avril 1981 est pleinement réalisé.

Beilage erwähnt

TRÄGLICH

Wirtschaftliche und finanzielle Aspekte

Aussprachepapier für die Bundesratssitzung vom 13.1.1982

1) Vorbemerkung

Die zuständigen Dienste des Departementes für auswärtige Angelegenheiten, des Finanzdepartementes und des Volkswirtschafts-

Polen: Wirtschaftliche und finanzielle Aspekte

Herren Kollegen,

Beiliegend übermittle ich Ihnen eine Notiz über die wirtschaftlichen und finanziellen Aspekte der Polenkrise.

EIDG. VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

2) Grundsätzliches

Die am 13. Dezember 1981 erfolgte Lösung des Ausnahmestandes hat auch wirtschaftlich eine neue Lage geschaffen. Sie wird an der am 14./15. Januar d.J. in Paris (ohne polnische Delegation) stattfindenden Tagung der 16 wichtigsten Gläubigerländer erörtert werden. Unseres Erachtens ist die vom polnischen Ministerpräsidenten vertretene These, wonach die in den vergangenen anderthalb Jahren in die Wege geleitete Reformpolitik fortgeführt und mit der Wiederherstellung von "Ruhe und Ordnung" nun die Voraussetzungen für eine wirkliche Gesundung der Wirtschaft geschaffen worden seien, nicht glaubwürdig, da

1) der Niedergang der Wirtschaft lange vor dem Aufkommen der freien Gewerkschaften eingetreten war;

1) Die vorgeschlagene Haltung der Schweiz wird am Ende der Abschnitte zusammengefasst und durch Unterstreichung gekennzeichnet.

VERTRAULICH

Themen: Wirtschaftliche und
finanzielle Aspekte

1) Vorbemerkung

Die zuständigen Dienste des Departementes für auswärtige Angelegenheiten, des Finanzdepartementes und des Volkswirtschaftsdepartementes verfolgen die Entwicklung der polnischen Aussenverschuldung sehr aufmerksam und stehen miteinander in ständigem Kontakt. Die in der vorliegenden Notiz enthaltenen Beurteilungselemente¹⁾ sind denn auch nach Rücksprache mit allen interessierten Departementen formuliert worden; sie enthalten aber auch die Synthese der zu diesem Thema von unseren diplomatischen Vertretungen eingegangenen Informationen. Einige spezifisch politische Ueberlegungen sind in einer dem Bundesrat separat zugeleiteten Notiz des EDA enthalten.

2) Grundsätzliches

Die am 13. Dezember 1981 erfolgte Verhängung des Ausnahmezustandes hat auch wirtschaftlich eine neue Lage geschaffen. Sie wird an der am 14./15. Januar d.J. in Paris (ohne polnische Delegation) stattfindenden Tagung der 16 wichtigsten Gläubigerländer erörtert werden. Unseres Erachtens ist die vom polnischen Militärrat verfochtene These, wonach die in den vergangenen anderthalb Jahren in die Wege geleitete Reformpolitik fortgeführt und mit der Wiederherstellung von "Ruhe und Ordnung" nun die Voraussetzungen für eine wirkliche Gesundung der Wirtschaft geschaffen worden seien, nicht glaubwürdig, da

- 1) der Niedergang der Wirtschaft lange vor dem Aufkommen der freien Gewerkschaften eingetreten war;

¹⁾ Die vorgeschlagene Haltung der Schweiz wird am Ende der Abschnitte zusammengefasst und durch Unterstreichung gekennzeichnet.

- 2) der polnische Arbeiter nun weniger denn je motiviert sein dürfte, mehr als eine Minimalleistung zu erbringen;
- 3) die bisher von den Militärbehörden ergriffenen Massnahmen in Richtung einer vermehrten zentralen Kontrolle gehen, während vor dem 13. Dezember von Dezentralisierung der Entscheidungsstrukturen die Rede war;
- 4) die Hilfe der übrigen ebenfalls wirtschaftlich stark geschwächten RGW-Länder letztlich quantitativ und qualitativ für eine nachhaltige Ankurbelung nicht ausreichen dürfte;
- 5) Polen unter den gegenwärtigen Umständen weniger denn je mit der schon vor der Verhängung des Ausnahmezustandes fraglich gewordenen Fortsetzung der eminent wichtigen westlichen Finanzhilfe rechnen kann.

Die Eventualität eines wirtschaftlichen Zusammenbruchs Polens ist daher weiterhin gegeben und damit auch diejenige weitreichender Folgen wirtschaftlicher und politischer Art für den gesamten RGW-Raum.

3) Schuldenkonsolidierung 1981

3.1. Das bilaterale Abkommen vom 24. Juli 1981, das am 18. August 1981 in Kraft trat, sieht die Konsolidierung von 90 % (= 85 Mio.Fr.) der zwischen dem 1. Mai und 31. Dezember 1981 fälligen und von der Exportrisikogarantie gedeckten Schulden vor. Die Rückzahlung wird ab 1. Januar 1986 in acht Semesterraten erfolgen. Für die Verzinsung gelten Marktbedingungen.

Per Ende 1981 hat Polen sämtliche Abkommensverpflichtungen korrekt erfüllt.

Nach der Verhängung des Ausnahmezustandes stellt sich nun aber die Frage nach der Anwendung der "Force majeure"-Klausel, die für ausserordentliche Vorkommnisse in Polen die einseitige und sofortige Sistierung des Abkommens vorsieht und womit sämtliche konsolidierte Forderungen fällig würden. Diese im multilateralen Umschuldungsprotokoll vom 27. April 1981 enthaltene Klausel setzt zu deren Anrufung innere oder äussere Gewaltanwendung (z.B. Bürgerkrieg oder Intervention) sowie vorgängige Absprache unter den Gläubigerländern voraus.

In den meisten Gläubigerländern ist man zwar der Ansicht, dass sich mittlerweile diese "aussergewöhnlichen Ereignisse" weitgehend eingestellt hätten, andererseits bezweifelt man die Opportunität einer Suspendierung. Technisch könnte diese übrigens lediglich zur Einstellung der polnischen Zahlungen und zu entsprechend hohen Verlusten in den westlichen Ländern führen. Die Aufkündigung des Abkommens im Falle eines offenen Bürgerkrieges oder Intervention von aussen bleibt dagegen vorbehalten.

Wir teilen diese Auffassung und werden daher in Paris nicht für eine Suspendierung eintreten.

3.2. Stand der Verhandlungen zwischen den westlichen Banken und Polen

Eine multilaterale "task force" der 460 betroffenen westlichen Gläubigerbanken hat sich nach langwierigen Verhandlungen mit den Polen auf ein Umschuldungsabkommen einigen können. Dieses sieht u.a. vor, dass 95 % der zwischen dem 26. März und 31. Dezember 1981 fälligen nicht staatlich garantierten Kredite in Höhe von 2,3 Mia. \$ (nicht aber die Zinsen) auf 7 1/2 Jahre, davon 4 Jahre Karenzfrist,

zu einem Zinssatz von $1 \frac{3}{4}$ % über LIBOR umgeschuldet werden. Seitens der Banken wird die Unterzeichnung allerdings nur dann erfolgen, wenn Polen die bisher aufgelaufenen Bankenzinsen (ca. 350 Mio. \$) vollumfänglich entrichtet haben wird. Sie haben auch auf einen entsprechenden polnischen Appell vom 14. Dezember 1981, die genannte Summe vorzuschüssen, negativ reagiert.

Zum Jahreswechsel liess Polen verlauten, es habe die 350 Mio. \$ aufbringen können. (Ueber die Herkunft dieser Mittel kann nur spekuliert werden. Die These, wonach die UdSSR durch Goldverkäufe und Kreditaufnahmen im Westen das Geld mobilisiert und Polen zur Verfügung gestellt habe, harrt noch eines Beweises. Zweifel sind angebracht. Ihre Bestätigung hätte weitreichende Konsequenzen für die Beurteilung der künftigen Schuldnerqualität Polens wie auch der übrigen RGW-Länder.) Bei Abschluss dieses Berichtes warteten die meisten Banken immer noch auf den effektiven Zahlungseingang.

Das gilt auch teilweise für die betroffenen schweizerischen Banken, wo aber die noch ausstehenden Beträge relativ klein sind.

Die Polen scheinen alles daran zu setzen, um ein Moratorium im jetzigen Zeitpunkt abzuwenden. In Bankenkreisen ist man immer noch zuversichtlich, dass dies den Polen, wenn auch mit einer erheblichen Verzögerung, gelingen wird.

3.3. Devisenhilfe durch Zentralbanken

Die von Polen im Sommer 1981 erbetene kurzfristige internationale Devisenhilfe aus dem Westen in der Höhe von 500 Mio. \$, für die die Schweizerische Nationalbank im

Falle des Zustandekommens eine Beteiligung mit 40 Mio. \$ zugesagt hatte (Bundesgarantie; BRB vom 24. Juni 1981), musste nach der Besprechung der Notenbankpräsidenten in der BIZ im letzten November als unrealisierbar ad acta gelegt werden. Die Devisenhilfe scheiterte u.a. daran, dass die Regierung der BRD sich nicht in der Lage sah, der Bundesbank eine entsprechende Garantie zuzusprechen. Selbst Frankreich, dessen Wirtschaftsminister Delors seinerzeit an verschiedene westliche Regierungen appelliert hatte, sich an dieser Hilfsaktion zu beteiligen, hat eine Beteiligung der Banque de France nie zu bestätigen vermocht.

Sollte die Frage trotz allem wieder aktuell werden, so müsste sie von Grund auf neu geprüft werden. (vgl. u.a. die jüngsten Diskussionsvorschläge Aussenminister Genschers.)

4) Schuldenkonsolidierung 1982

4.1. Polnischer Kreditbedarf für 1982

An der letzten Plenartagung der Gläubigerländer in Paris (19./20. November 1981) hatte die polnische Delegation einen Kreditbedarf von 3,8 Mia. \$ angemeldet. Dieser Betrag, der sich aus Finanz- und Warenkrediten (1 Mia. resp. 2,8 Mia. \$) zusammensetzt und für die Wirtschaft Polens von zentraler Bedeutung ist, sollte nach polnischen Vorstellungen gänzlich vom Westen vorgeschossen werden. (Für die Schweiz wurde ein "Beitrag" von 107 Mio. \$ eingesetzt.) Diese ungedeckte Summe ergab sich aus der Differenz zwischen dem gesamten externen Finanzbedarf von 9,4 Mia. \$ und der von Polen damals

bereits als zugesichert angenommenen Umschuldung der Fälligkeiten 1982 im Wert von 5,6 Mia. \$. Dabei erwartete Polen interessanterweise keine die Zahlungsbilanz entlastenden Devisenkredite aus den sozialistischen Ländern. (Inzwischen ist bekanntgeworden, dass die Sowjetunion Polen einen Kredit in Höhe von 2,7 Mia. Rubel in nicht-konvertierbarer Währung zur Finanzierung des polnisch-russischen Handelsbilanzdefizits gewährt habe.)

Es fragt sich nun, ob der Militärerrat den genannten Kreditbedarf durch die Neufestlegung der Prioritäten wesentlich verkleinern kann. Jedenfalls bestand auf westlicher Seite schon vor Verhängung des Ausnahmezustandes nur geringe Bereitschaft, den polnischen Kreditwünschen zu entsprechen. Diese Haltung hat sich inzwischen eindeutig versteift, wobei allerdings gewisse Länder eine weitere (reduzierte) Kreditgewährung auch unter den gegenwärtigen Umständen nicht ausschliessen. Ferner sind in den meisten Ländern die bei Verhängung des Ausnahmezustandes noch nicht ausgenützten Kreditlinien teilweise aufrechterhalten worden.

Was die Schweiz betrifft, so hatte die ERG-Kommission mit Zustimmung des Bundesrates Polen im März 1981 einen Garantieplafonds von 100 Mio. Franken für schweizerische Exporte von sogenannten Reproduktionsgütern und Ersatzteilen eröffnet, der bis zum Jahreswechsel zu 2/3 beansprucht war. Im Rahmen dieser Garantielimite könnten also Polen noch Exportkredite in Höhe von ca. 33 Mio. Franken gewährt werden. Die ERG-Kommission wird zu entscheiden haben, ob sie 1982 diesen Plafonds erneuern will, wobei eine Neuzurverfügungstellung höchstens im Ausmasse der von Polen geleisteten Rückzahlungen

(d.h. 1/6 pro Semester oder ca. 33 Mio. Franken im Jahr) in Frage kommen dürfte. Die Schaffung eines neuen Garantieplafonds von 100 Mio. Franken dürfte andererseits kaum möglich sein. Ebenso wenig möglich erscheint zur Zeit die Erteilung von Garantien für Investitionsgüter.

4.2. Opportunität einer weiteren Schuldenkonsolidierung

Die bevorstehende Pariser Gläubigertagung wird u.a. zeigen müssen, ob und unter welchen Bedingungen die westlichen Länder zur Konsolidierung der 1982 fälligen Schulden bereit sind. Verschiedene Länder (z.B. USA, Frankreich, Spanien, Niederlande, Italien) vertreten die Ansicht, dass unter den gegenwärtigen politischen Umständen nicht auf Verhandlungen mit Polen eingetreten werden sollte; andere (z.B. Oesterreich, Grossbritannien) finden, es sollte dennoch umgeschuldet werden, wobei die Bedingungen im Vergleich zu 1981 etwas verschärft werden könnten.

Betrachtet man eine Schuldenkonsolidierung als rein technische Operation zur Sicherung der Rechte der Gläubiger, so erscheint die rasche Einleitung von Konsolidierungsverhandlungen für 1982 naheliegender als ein möglicherweise längere Zeit andauernder vertragsloser Zustand. Zugunsten dieser Haltung spricht nicht zuletzt die bisher korrekte Erfüllung der Konsolidierungsvereinbarungen für 1981 durch Polen.

Dennoch erscheint es unter den gegebenen Umständen politisch nicht angezeigt, eine Haltung des "business as usual" einzunehmen und von der inneren Entwicklung in Polen einfach zu abstrahieren (vgl. auch Erklärung des Bundesrates vom 14. Dezember 1981). Dies bedeutet nicht, dass die Schweiz

sich dafür stark machen sollte, dass die Konsolidierung für 1982 von der Erfüllung ausdrücklicher politischer Vorbedingungen abhängig gemacht wird, sondern lediglich, dass vorderhand die Haltung der Schweiz offen bleibt.

Dieses Vorgehen ist umso naheliegender, als angesichts der eingangs erwähnten wirtschaftlichen Implikationen der neuen Lage die Verhandlungsunterlagen, z.B. der Bericht über die Lage der Wirtschaft und die geplanten wirtschaftlichen Sanierungsmassnahmen, überprüft bzw. neu ausgearbeitet werden müssen. Dabei wird man sich namentlich ein Bild darüber zu machen haben, wie leistungsfähig die Wirtschaft Polens noch sein kann, wenn die erwähnten 3,8 Mia. frischen Geldes aus dem Westen ausbleiben.

5) Auswirkungen auf Osteuropa

Die wirtschaftlichen und finanziellen Probleme Polens können nicht ohne Auswirkungen auf die übrigen osteuropäischen Länder bleiben, kämpfen doch viele dieser Länder ebenfalls mit grossen Problemen. Vielleicht kann es gelingen, zumindest eigentliche finanzielle "Unfälle" zu verhindern. Auch darf wohl davon ausgegangen werden, dass selbst ein vollständiger Verlust der Guthaben gegenüber Polen die Stabilität des westlichen Bankensystems als solches nicht ernstlich gefährden wird. Das ist aber nicht das Entscheidende. Das fast unvermeidliche Zögern des Westens in der Gewährung weiterer Kredite an den Osten wie auch in anderen Sparten der wirtschaftlichen Zusammenarbeit muss angesichts der systemimmanenten Zwänge der Wirtschaften Osteuropas Folgen auch politischer Art haben, die im Augenblick noch schwer abzuschätzen sind.

6) Die amerikanischen Sanktionen

Die Botschaft der USA in Bern hat das Departement für auswärtige Angelegenheiten über die von Präsident Reagan dekretierten wirtschaftlichen Sanktionen gegenüber Polen und der Sowjetunion informiert. Die Mitteilung enthält auch einen Abschnitt, wonach die USA die Schweizerische Regierung im jetzigen Zeitpunkt nicht bittet, ebenfalls solche Massnahmen zu ergreifen, obwohl jegliche Unterstützung willkommen wäre.

Die USA hoffen, dass sie sich zumindest darauf verlassen können, dass die Schweiz nichts tut, was die Wirksamkeit der amerikanischen Massnahmen beeinträchtigen könnte. In einer zweiten Mitteilung von Anfang Januar sprechen die USA den Wunsch aus, dass laufende Wirtschaftsverhandlungen und -transaktionen mit der UdSSR, einschliesslich auf dem Gebiet der Energie, für die Dauer des Ausnahmezustandes suspendiert werden.

1. La commission de M. Beat Kappeler est acceptée.

2. Est nommée comme membre de la Commission Mme Ruth Dreifuss, née

Es entspricht konstanter schweizerischer Praxis, dass sich unser Land wirtschaftlichen Sanktionen, die nicht von der ganzen Völkergemeinschaft getragen werden, nicht anschliesst. Die Schweiz bietet sich andererseits auch nicht als Drehscheibe für Umgehungsaktionen oder offenkundige Ersatzbeschaffungen an.

Das EDA wird seine Antwort an die US-Botschaft entsprechend formulieren.

Pour extrait conforme:
Le secrétaire,

